

Extrait du Démocratie & Socialisme

<http://www.democratie-socialisme.fr>

**Internationales**

# **De la guerre blairiste**

- International -

Date de mise en ligne : samedi 20 février 2010

---

**Démocratie & Socialisme**

---

**« La guerre n'est qu'un prolongement de la politique par d'autres moyens » écrivait Carl von Clausewitz. Et si cette affirmation nous donnait enfin la clé d'interprétation du « mystère Blair » ? Comment le premier ministre travailliste d'une nation européenne a-t-il pu engager son pays dans une guerre dont personne ou presque ne voulait ?**

Les auditions de la commission Chilcot révèlent au grand jour ce qui avait déjà filtré par le passé : le gouvernement (y compris Gordon Brown) a été tenu à l'écart de toute décision ; les spécialistes de droit international ont averti qu'en l'absence d'une nouvelle résolution des Nations Unies, une intervention militaire serait « illégale » ; les diplomates ont prédit un enlisement militaire et politique ; une majorité de Britanniques s'est opposée dans la rue ; des pays européens majeurs n'ont pas été convaincus par la démarche anglo-américaine. Rien de tout cela n'a dissuadé Blair d'entrer en guerre au printemps 2003.

La comparution de Tony Blair devant la commission d'enquête a consolidé les positions antérieures : ses partisans restent fidèles et ses adversaires redoublent leurs attaques. Pour les premiers, l'ex-premier ministre est un homme « courageux » qui a pris une « décision difficile », de « bonne foi », et qui « a libéré les Irakiens d'un tyran ». Ses détracteurs dénoncent les « mensonges », l'« incompetence », la « naïveté » d'un « mégalomane » qui a joué le rôle de faire-valoir d'un président néoconservateur. Les membres de la commission Chilcot, victimes de leur amateurisme et issus de l'Establishment, épargneront vraisemblablement Tony Blair *in fine*. Nous n'en serons alors pas plus avancés sur les raisons qui ont amené la Grande-Bretagne dans le borbier irakien.

Pour saisir les ressorts profonds de la décision blairiste, un changement de perspective est nécessaire. Il convient d'interpréter la question sous un angle nouveau : pour Blair, la guerre constitue le prolongement naturel de la politique internationale. Dès son arrivée au pouvoir, Tony Blair entend donner une « dimension éthique » à sa politique étrangère. Celle-ci doit non seulement défendre des intérêts vitaux, mais aussi des « valeurs ». Dans un discours prononcé à Chicago en avril 1999, Blair pose les bases d'une « Doctrine de la communauté internationale ». Renommé « Doctrine Blair », le discours promeut la notion de « guerre juste » ; une guerre qui reposerait non sur des ambitions territoriales, mais qui serait motivée par des considérations d'ordre humanitaire, tel la prévention d'une catastrophe humanitaire (génocide ou « nettoyage ethnique »).

Le discours blairiste a été façonné par deux proches conseillers de l'ex-premier ministre : Sir Lawrence Freedman (membre de la commission Chilcot !) et le diplomate Robert Cooper. Ce dernier dans *The Breaking of Nations* (2003), avait théorisé la partition du monde en trois catégories : le monde pré-moderne (les Etats « voyous » et en faillite), le monde moderne (les Etats-Unis) et le monde post-moderne où la souveraineté est partagée et supranationale (l'Union européenne). Selon Cooper, il est du devoir des Etats modernes et post-modernes d'intervenir militairement chaque fois que des pays pré-modernes menacent d'autres Etats. Cooper revendique un « nouvel impérialisme » qui ambitionne, au nom des « valeurs occidentales », de restaurer l'ordre là où il fait défaut. Dans *Empire. How Britain made the modern world* (2004), Niall Ferguson écrit à propos de Tony Blair : « Jamais depuis la crise de Suez un premier ministre britannique ne s'était demandé avec un tel enthousiasme ce que la Grande-Bretagne pouvait faire pour le reste du monde. Cela ressemble fortement au projet des Victoriens qui souhaitaient exporter leur civilisation au monde entier ». L'historien conservateur se fait ici l'écho de Tony Blair au congrès travailliste de 1997. Devant un auditoire médusé, il avait confié son sentiment de fierté à l'égard d'un Empire qui « couvrait le monde entier ».

Recevant la médaille d'or du Congrès américain en juillet 2003, le premier ministre inscrit la « Doctrine Blair » dans une veine messianique, apparue dès le 11 septembre 2001 : « Je me sens investi d'une mission des plus urgentes à propos du monde actuel ». Tony Blair n'a aucun mal à articuler les axes forts de l'Administration néoconservatrice, car ce sont ses propres idées qui sont mises au goût du jour : vision binaire du monde (démocraties Vs. dictatures ; Bien Vs. Mal) ; rejet d'un monde multipolaire et promotion de l'unipolarité anglo-américaine ; justification morale de la

guerre comme prolongement de la politique « par d'autres moyens ».

Lors de son passage devant la Commission Chilcot, le monde a pu vérifier que le guerrier humanitaire n'a pas désarmé : « La raison pour laquelle je pense qu'il y a un danger aujourd'hui, c'est parce qu'il y a des Etats - l'Iran notamment - qui font une interprétation extrémiste et erronée de l'islam ». Nul suivisme pro-américain, nulle hésitation personnelle : au nom de « valeurs », Tony Blair a estimé bien avant 2003, qu'une intervention militaire en Irak était souhaitable et nécessaire. Le reste n'a été qu'habillement juridique et diplomatique de sa part.

### **Philippe Marlière**

Maître de conférences en science politique à l'université de Londres